

chirurgie s'impose pour sauver la démocratie et la TPS»; «Le jeu que jouent les sénateurs»; «L'anarchie au Sénat»; «Les libéraux devraient avoir honte».

Je pourrais continuer ainsi très longtemps, monsieur le Président, mais le message est clair: l'avenir de la démocratie parlementaire au Canada exige que nous allions de l'avant avec cette législation que la minorité libérale au Sénat est en train de bloquer. Cela pose un grave problème financier. Notre gouvernement a absolument besoin de ces projets de loi pour gérer les affaires du Canada.

Je n'ai entendu aucun de nos vis-à-vis libéraux à la Chambre des communes expliquer pourquoi nous devrions composer, dans le monde d'aujourd'hui, avec un groupe non élu et non tenu de rendre des comptes, mais nommé par un gouvernement précédent? Je ne les ai pas entendus non plus justifier l'opposition de ce groupe à la volonté de la population, qui s'est exprimée le 21 novembre 1988 ainsi que sur la tribune du gouvernement du Canada?

Les libéraux ont annoncé qu'ils s'opposeraient s'ils étaient élus. Cela ne s'est pas produit. Maintenant, si nous devons créer un précédent en ayant une minorité de sénateurs capables de bloquer cette mesure législative, je demande à mes collègues d'en face dans quelle situation se trouve notre pays. Quel recours reste-t-il aux Canadiens qui souhaitent qu'on impose les grandes sociétés, qui demandent 500 millions de dollars de plus pour des programmes de formation, qui veulent avoir droit à des indemnités de maternité et qui désirent voir leurs aînés dont le revenu dépasse 50 000 \$ contribuer à la réduction du déficit en rendant une partie ou la totalité de leurs prestations de sécurité de la vieillesse? Quel recours les Canadiens ont-ils? Ils ne peuvent pas voter pour défaire MacEachen, Michael Kirby ou Sid Buchwold. Attendre que ces messieurs atteignent l'âge de 75 ans? Non, ce n'est pas la bonne réponse.

À l'étranger, les gens qui m'entendent raconter les événements que nous vivons ici réagissent en disant: «C'est une blague, un anachronisme. Ces choses-là se passaient au XIX^e siècle. Je pensais que nous étions débarrassés de tout cela. Que se passe-t-il? Qu'est-ce que la TPS?» Quand je leur explique, ils disent tout simplement que c'est comme leur taxe sur la valeur ajoutée. Pourquoi ces sénateurs libéraux non élus

soutiennent-ils que nous ne devrions pas lever une taxe? Nous l'imposons depuis 20, 25 ans.

C'est le défi que doivent maintenant relever les Canadiens et la Chambre. Allons-nous adopter cette loi qui nous aidera à stabiliser et à régulariser la position financière du gouvernement du Canada? Les libéraux d'en face continueront-ils d'être gardés en otages par leurs collègues non élus du Sénat?

Des voix: Bravo!

[Français]

Le président suppléant (M. DeBlois): Nous en sommes maintenant à la période des questions et observations. J'aimerais simplement signaler au ministre des Finances que mon geste de tout à l'heure, il y a cinq minutes, ne visait pas à réduire son temps de parole, mais simplement à alerter l'attention des greffiers au Bureau.

[Traduction]

M. Douglas Young (Acadie—Bathurst): Tout d'abord, monsieur le Président, au sujet de la taxe sur les produits et services que le parti ministériel a prétendument proposée au cours de la dernière campagne électorale, elle devait être, d'après les documents techniques que le ministre a lui-même publiés en août de l'an dernier, visible, harmonisée, équitable et sans incidence sur les recettes.

Je ne pense pas qu'un seul Canadien ait voté en faveur de la taxe sur les produits et services qu'a proposée le ministre. Nous laisserons aux Canadiens le soin de se prononcer à ce sujet, et je suis persuadé qu'ils le feront dès qu'ils en auront l'occasion.

J'ai une question toute simple à poser au ministre des Finances. Il a demandé qu'on lui propose des solutions de rechange, et j'ai dit lors d'une réponse que ce que le Comité permanent des finances avait proposé l'an dernier dans son rapport unanime me paraissait une contribution valable pour tâcher de renverser la situation au Canada, afin d'éviter la récession dans laquelle nous nous trouvons maintenant.

Je veux savoir du ministre des Finances si, dans le cadre de ses consultations générales, il a posé la question suivante ou, sinon, s'il songerait à le faire maintenant. Le ministre se donnerait-il la peine, avec ses collaborateurs, de contacter les exportateurs, les manufacturiers canadiens pour leur poser la question suivante: Préférez-vous voir adopter la taxe sur les produits et services, ou